Numérisation CERMTRI

2e quinzaine d'Avril 1949 — "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" — N° 232 — 10 Francs

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14e). — Téléphone : Suffren 62-31 — C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

1er MAI DE FRONT UNIQUE

Amnistie aux mineurs
Augmentation égale pour tous
Evacuation du Viet-Nam
Milices ouvrières contre le gaullisme
Lutte révolutionnaire contre la guerre

EN 1871, les bourgeois du monde entier crurent pouvoir respirer un bon coup. Leurs confrères français pensaient avoir écrasé l'hydre de la révolution prolétarienne.

Moins de vingt ans plus tard, la flamme, étouffée à Paris, renaissait dans le monde entier. Le 1er mai 1890, dans tous les pays du monde, les ouvriers repartaient à l'assaut pour une vie moins inhumaine, pour la semaine de travail de 48 heures. Les bourgeois qui assurent tolérer les luttes économiques du prolétariat et n'en combattre que les luttes politiques, donnèrent rapidement un aperçu de leur tolérance. Dès ce premier 1er mai, une dizaine de prolétaires américains étaient couchés sur l'asphalte de Chicago par les balles de la police...

Mais dans le monde entier, la tradition était née du 1er mai, journée internationale de luttes et de revendications.

La bourgeoisie « compréhensive » devait encore souvent tenter d'écraser dans le sang cette tradition qui ne devait rien ni aux Eglises ni aux patries bourgeoises.

En France, les ouvriers du textile de Fourmies et les cheminots de Villeneuve-Saint-Georges devaient, eux aussi, tomber sous les balles des chiens de garde du capitalisme. Dans quelques jours, ce sera à nouveau le 1er Mai. — BENCEL. (Suite p. 2)

Pendant ce temps la sale guerre continue

LA crise économique du régime en putréfaction, pousse et poussera inexorablement les impérialistes à chercher le rétablissement de leurs profits par la guerre. Elle est en elle-même une excellente « affaire » pour eux et aurait comme objectif de transformer l'U.R.S.S. en un marché, source de profit et de matières premières.

Mais ce sera l'ultime solution. En attendant, le budget de guerre, le Plan Marshall, l'exploitation des colonies permettent encore de fournir de fructueuses commandes et des somptueux dividendes au grand capital. De plus la classe ouvrière, ni en Europe, ni aux U.S.A., n'est prête à accepter à nouveau le sac au dos. Nous ne sommes pas encore à la veille du premier bombardement, c'est la guerre froide pour s'arracher des concessions et des compromis qui continue.

Bien entendu, ce n'est pas parce qu'il reste du temps que les travailleurs doivent dormir sur leurs deux oreilles. Au contraire, c'est précisément ce temps qu'il faut utiliser pour empêcher la guerre. La guerre entre les peuples n'est pas fatale. Elle n'aura lieu que si le prolétariat ne gagne pas la guerre entre les classes.

⁂

Mais chose étrange (?) c'est précisément la bruyante agitation contre les dangers de guerre pour l'avenir, qui sert à masquer l'inaction de toutes sortes de pacifistes contre la sale guerre d'aujourd'hui.

L'attitude de Garry Davis et de ses citoyens du monde mérite particulièrement d'être soulignée. C'est sans doute parce que ces pacifistes se prononcent pour « l'ordre dans le monde » qu'ils sont d'une rare passivité dans la lutte contre la guerre d'Indochine et les autres guerres coloniales. Il est vrai qu'il ne s'agit que de la vie et de l'indépendance de jaunes ou de noirs! Ce ne sont que des « petites » guerres. Ils ne s'émeuvent que des « grandes » guerres où les blancs seraient engagés.

Comment prendre au sérieux de tels pacifistes qui ne se mobiliseront contre la guerre que quand on rasera gratis? C'est aujourd'hui que nous les appelons à constituer avec toutes les organisations ouvrières, démocratiques et coloniales, un COMITE D'ACTION CONTRE LA GUERRE D'INDOCHINE.

⁂

Car comment imaginer que le prolétariat sera capable d'empêcher la guerre antisoviétique demain, si on ne l'appelle pas à arrêter la guerre d'Indochine aujourd'hui? Ce sont des travailleurs qui fabriquent, transportent, convoient les armes contre l'indépendance vietnamienne. Ce sont les mêmes travailleurs qui, seuls, peuvent briser les préparatifs de guerre en brisant la bourgeoisie.

Mais au lieu d'organiser leur action directe, le Parti Communiste Français les appelle de son côté à des congrès avec toutes sortes de « pacifistes » et archevêques — qui à l'occasion béniront les canons.

La lutte pour la paix sans action révolutionnaire — cette phrase creuse et mensongère — continue, car les chefs staliniens ne veulent pas du renversement de la bourgeoisie — seule garantie contre la guerre impérialiste. Ils veulent seulement lui faire changer de diplomatie. Ils veulent l'obliger à signer des chiffons de papier avec Staline. De même qu'ils ont livré le mouvement révolutionnaire en 1944-45 en échange du pacte de Yalta, ils sont prêts à livrer le peuple indochinois et le peuple chinois pour un compromis avec Washington.

Mais, pour l'obtenir, ils doivent exercer une pression de plus en plus grande sur la bourgeoisie. Ils gauchissent leur langage et Marty déclare:

« L'action des masses populaires contre la guerre du Viet-Nam doit être intensifiée » (« Humanité » du 11-4-49).

« Eh bien, d'accord! Mille fois d'accord. Allons-y! Unissons tous les travailleurs dans l'action contre la sale guerre! Constituons un COMITE D'ACTION CONTRE LA GUERRE D'INDOCHINE! »

Jacques PRIVAS.

GRÈVE CHEZ CHAUSSON

pour la réduction des cadences infernales et 15 francs d'augmentation égale pour tous

Depuis le 12 avril, l'équipe M.J. de chez Chausson H. est en grève. 45 à 50 ouvriers mettent ainsi Chausson en échec.

Les cadences imposées transforment l'usine en vrai bagne. L'équipe M.J. est la plus soignée, car des chronos la contrôlent en permanence. Des travailleurs ont été réprimandés pour être restés 7 minutes aux W.C.

Las d'être exploités, les ouvriers unanimes de la C.G.T., de F.O., du C.A.S. et les inorganisés ont cessé le travail après que le patron ait refusé de satisfaire à leur revendication, à savoir: 15 FRANCS D'AUGMENTATION DE L'HEURE EGALE POUR TOUS.

La direction a menacé de renvoyer tous les grévistes si le travail ne reprenait pas. Mais devant la fermeté et l'unité des ouvriers, elle devait bientôt accepter de discuter avec une délégation du Comité de grève.

Mais peu après, les chaînes de l'usine Ford à Poissy (pour laquelle travaille Chausson) arrêtèrent le travail à cause du manque de pièces de carrosserie.

Les travailleurs de chez Ford assurèrent les grévistes de chez Chausson de leur entière solidarité. Des listes de pétition circulèrent. Le bruit ayant couru que l'outillage serait transporté chez Ford, une délégation de la C.G.T. Ford assura qu'aucun travail exécuté jusqu'alors par les grévistes ne serait fait à Poissy.

Le lundi 13, la direction tenta une suprême manœuvre en utilisant de jeunes ouvriers sortant de l'école professionnelle. Après quelques heures de travail, ceux-ci refusèrent de continuer. Et les carrosseries ne sortent toujours pas.

Pour les ouvriers de la Région Parisienne, cette grève est un exemple. Si l'unanimité a pu se réaliser ainsi, si la solidarité prend un tel développement (les listes de solidarité circulent non seulement chez Chausson, chez Ford., mais aussi dans plusieurs usines de Gennevilliers), c'est que l'équipe M.J. se bat pour une revendication qui peut unir tous les travailleurs et qui trouve parmi eux un écho très grand. Leur combativité s'élève en même temps que se réalise leur unité.

C'est la meilleure démonstration de la justesse de la revendication pour laquelle combattent actuellement tous les militants d'avant-garde et notre Parti: UNE AUGMENTATION EGALE POUR TOUS.

Le meeting du Congrès des Peuples Coloniaux appelle au
BOYCOTT de la Guerre d'INDOCHINE

LE Congrès des peuples contre l'impérialisme qui rassemble un certain nombre de mouvements d'émancipation des Empires français et britannique avait convié, le jeudi 14, les travailleurs français et nord-africains à un meeting contre le colonialisme et la guerre au Viet-Nam. Des milliers de travailleurs remplirent la salle, les ouvriers algériens étaient les plus nombreux. Un service d'ordre important veilla avec vigilance sur la sécurité du meeting. S'appuyant et s'épaulant mutuellement, les militants algériens du M.T.L.D., et ceux du P.C.I. étaient prêts à répondre à toute provocation du R.P.F. Celui-ci s'est bien gardé de venir troubler le meeting et il a bien fait, car tous étaient fermement décidés à infliger une sévère correction aux bandes fascistes.

Après la Fédération de l'Enseignement de l'Hérault, c'est le Congrès des Enseignants de la Seine qui exige l'organisation, par tous les Syndicats, du boycott des envois d'armes et de munitions à destination d'Indochine.

Ouvriers syndiqués, faites adopter cette motion dans vos Assemblées.

Désignez une délégation pour la porter aux directions confédérales.

Et pourtant, cette manifestation bénéficia d'une publicité très réduite. A peine quelques milliers de tracts et de maigres annonces dans « Combat » et « Franc-Tireur ».

Il est évidemment plus commode d'étaler de longues litanies sentimentales sur la paix en général que d'indiquer une voie précise par laquelle les travailleurs peuvent mettre fin à celle du Viet-Nam. Pour une fois que des moyens concrets d'en finir avec la guerre furent indiqués, la grande presse pacifiste se tut. « Franc-Tireur » lui-même, dont l'éditorialiste présida pourtant le meeting, n'en publia qu'une relation chétive en deuxième page, réservant la vedette, en première, à Garry Davis promenant son registre dans les quartiers du Trocadéro et de la Muette.

Que pèsent les mouvements anti-impérialistes pourchassés, persécutés qui se trouvaient au meeting de la Mutualité, que pèse le parti de Messali Hadj à côté de ce grand héros qui a nom Garry Davis? L'état capitaliste qui frappe sauvagement les uns et étend une protection souriante sur l'activité de l'autre sait, quant à lui, à quoi s'en tenir.

⁂

Jean Rous, Secrétaire du Congrès des peuples, présida le meeting.

Le docteur Sambo, du Parti Socialiste hindou, déclara QU'IL N'Y AURA DE LIBERATION DE L'HOMME QUE QUAND L'IMPERIALISME ET LE COLONIALISME SERONT DETRUITS. Au nom du parti de Destour tunisien, Fares porta la plus terrible accusation contre les soi-disant gouvernements de gauche qui appuient, participent, organisent la guerre et la répression colonialiste contre les masses opprimées. L'orateur du R.D.R., Dechezelles, apporta à la tribune des précisions sur la répression sanglante à Madagascar.

L'alliance des peuples coloniaux et du prolétariat des métropoles sonnera le glas de l'impérialisme

Notre camarade Colvin de Silva, fortement applaudi, déclara en substance: « Je parle comme trotskyste et comme leader de la fraction parlementaire du Bolchevik Samasameje Party, Section de Ceylan de la IVe Internationale ». Que ce soit en Indonésie ou en Indochine, en Algérie, en Malaisie, à Madagascar ou au Maroc, une chose est claire: AUCUNE LUTTE COLONIALE NE PEUT TRIOMPHER SEULE ET ISOLEE. Mais nous ne devons pas coloniaux entre eux, nous devons frapper au cœur même de l'impérialisme mondial, dans ses centres métropolitains... L'indépendance ne peut pas signifier la simple substitution d'exploiteurs jaunes ou noirs aux exploiteurs blancs. Pour l'ouvrier et le paysan indigène, qu'il vive aux Indes, en Afrique ou dans l'Amérique latine, la liberté, c'est se libérer de l'exploitation capitaliste et pas simplement de l'exploitation capitaliste ETRANGERE.

Ceux qui cherchent à réduire la lutte des ouvriers indigènes à une lutte seulement contre le capital étranger, tout en laissant intact le capital indigène, ceux-là désorientent et trompent les ouvriers.

CAR LES CAPITALISTES ET PROPRIETAIRES FONCIERS INDIGENES SE JOIGNENT AUX IMPERIALISTES ETRANGERS CONTRE LES OUVRIERS ET PAYSANS INDIGENES, c'est leur planche de salut.

Quand l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans des pays coloniaux aura été bâtie, quand la liaison entre les travailleurs des colonies et le prolétariat révo- quand, en un mot, la lutte pour le socialisme dans les métropoles sera reliée à la lutte pour l'indépendance dans les colonies, alors, sonnera le glas de l'impérialisme et du capitalisme et l'aube de la liberté se lèvera. Unis dans une Fédération de gouvernements ouvriers et paysans, les peuples du monde iront de l'avant dans la construction de la société socialiste.

P. LAMBERT.

(Suite page 2.)

La CRISE du STALINISME dans les BALKANS
L'affaire Kostov

LA presse stalinienne, qui avait d'abord démenti les nouvelles transmises par l'Agence yougoslave Tanjug sur le limogeage de Kostov et l'épuration monstre qui suivit, fut obligée quelques jours plus tard de publier le communiqué officiel bulgare reconnaissant ces faits.

Etienne Fajon, dans l'*Humanité* (7-4-49), a tenté d'expliquer « le fond de l'affaire Kostov » et pourquoi la décision prise contre ce dernier, « loin d'exprimer on ne sait quelle « crise » du communisme », « renforce la démocratie (sic) bulgare ».

Pour Fajon, Kostov est devenu un instrument véhiculant l'influence du capital international au sein de la jeune « démocratie bulgare ». Il a adopté une attitude « nationaliste et antisoviétique »; il a mené un travail fractionnel contre Dimitrov, comme l'en a accusé le communiqué du Comité Central du Parti Communiste Bulgare.

Depuis l'excommunication de Tito, *nationalisme* et *antisoviétisme* sont devenus dans les pays du glacis synonimes de la moindre tentative de résistance à la politique dictée par le Kremlin et au contrôle direct et absolu que celui-ci s'efforce d'exercer sur les directives des Partis Communistes.

La politique du Kremlin est déterminée par les intérêts économiques, politiques, stratégiques et diplomatiques de la bureaucratie soviétique de l'U.R.S.S. Dans les Partis Communistes qui détiennent le pouvoir dans les pays de la « Démocratie Populaire », il existe certains éléments au travers desquels s'expriment, ou tentent de s'exprimer, des intérêts de classe divergents de ceux de la bureaucratie soviétique.

En général, ces éléments surgissent

M. PABLO. (Suite page 3.)

1.500 NOUVEAUX LECTEURS

A l'entrée du meeting de la Mutualité contre les guerres coloniales, « LA VERITE » a été accueillie avec la plus grande sympathie par les travailleurs nord-africains, vietnamiens et français. Plusieurs centaines d'exemplaires ont été vendus ainsi que des brochures du parti et des revues « IVe INTERNATIONALE ».

Militants, sympathisants, lecteurs, diffusez « LA VERITE » dans toutes les manifestations ouvrières!

CAMPAGNE DE "LA VÉRITÉ"

Toutes les cellules et régions sont priées de régler leur vente au plus tard en recevant le nouveau numéro du journal, afin de permettre la publication des résultats de la campagne.

A PARTIR DU PROCHAIN NUMERO, CEUX-CI SERONT PUBLIES.

TOUS A LA SOIRÉE DES "AMIS DE LA VÉRITÉ"

Le Vendredi 6 MAI - SALLE SUSSET - 186, QUAI VALMY - MÉTRO : JAURÈS

LE CUIRASSE POTEMKINE - LE TRAIN MONGOL

Prenez vos cartes 19, rue Daguerre et aux vendeurs de "LA VERITE"

Numérisation CERMTRI

Un exemple de défaitisme révolutionnaire

Durant les derniers mois de l'année 1946, des centaines de soldats hollandais refusèrent d'embarquer pour l'Indonésie. Des centaines d'autres déserterent.

Ils ne voulaient pas aller se faire tuer pour que les capitalistes hollandais conservent le peuple indonésien dans l'esclavage colonial. Ils ne voulaient pas écraser la révolte de ce peuple qui luttait et lutte pour sa liberté.

Un Comité de soldats se forma parmi les mutins, qui édita un manifeste dont nous reproduisons les extraits suivants:

L'INDONESIE DOIT ETRE LIBRE

L'Indonésie doit être libre, délivrée de la Hollande immédiatement. C'est pourquoi luttent les masses indonésiennes dont la culture a été freinée pendant des siècles, dont les salaires ne s'élevaient qu'à quelques sous par jour pour permettre aux capitalistes hollandais de réaliser leurs profits. « Nous préférerions l'enfer plutôt que d'être à nouveau opprimés », disent les Indonésiens, et ils ont raison. Ils n'ont aucune confiance dans les promesses qu'on prodigue maintenant. L'exploitation coloniale et la liberté sont inconciliables. Voilà ce qu'ils ont bien appris au cours des siècles. Le Parti du Travail et le Parti Communiste (stalinien) ne soutiennent pas une Indonésie indépendante. Ils parlent bien de « droits égaux » et de « Commonwealth », mais ils estiment que « ce serait une catastrophe si nous perdions l'Indonésie ». C'est pourquoi ils ne répondent pas à votre question pressante ».

Est-ce qu'il faut nous soustraire au service militaire? Nous sommes, nous voulons le déclarer ouvertement, des adversaires d'un refus individuel. On ne peut pas s'attaquer au capitalisme si l'on est emprisonné ou si on se camoufle passivement. Pour cela, une lutte, une lutte acharnée est nécessaire.

FORMEZ DES COMITES CLANDESTINS

Pour être prêts à agir, si cela devient nécessaire, il faut former des Comités clandestins se composant de cinq soldats. Chaque Comité a son délégué qui entretient les contacts avec celui d'un autre Comité. Du sein des délégués, une direction clandestine peut se former qui cherche des contacts avec une autre caserne pour agir en même temps.

« Si nous ne refusons pas et ne nous cachons pas, alors il faut aller en Indonésie », direz-vous. Ce n'est pas vrai du tout. Si ce n'est pas cent hommes, mais toutes les casernes qui refusent de partir, alors le moment permettra de dire: « Nous ne partirons pas. »

FAITES UN APPEL AUX OUVRIERS

Si vous ne refusez pas en masse, alors ne refusez pas.. Faites un appel aux ouvriers, tâchez de savoir sur quel navire vous devez partir. Envoyez une délégation aux ouvriers, et insistez auprès d'eux pour qu'ils fassent grève. Faites un appel aux syndicats pour qu'ils soutiennent la grève. Si les dirigeants s'y refusent, demandez à vos frères, vos pères, vos camarades de vos anciennes usines qu'ils posent la question dans les syndicats et qu'ils exigent qu'on vous soutienne.

ET SI TOUT CELA ECHOUE?

Ne soyez pas déçus. Les ouvriers sont prêts à vous aider, mais les principaux partis ouvriers ont une direction qui est lâche et corrompue... S'il n'y a pas d'autre chose à faire que se cacher ou partir pour l'Indonésie, alors partez.

AIDEZ LES INDONESIENS

N'oubliez pas que les Indonésiens luttent pour une cause juste. Aidez-les partout où c'est possible. Apprenez-leur que les Pays-Bas ne sont pas habités seulement par des brigands coloniaux. Persuadez vos camarades qu'il faut déserter pour passer aux Indonésiens. Ne faites cela que lorsque ça peut s'effectuer en masse.

Tant qu'une action de masse ne peut pas se produire, aidez les Indonésiens par le sabotage. C'est aussi dans votre intérêt. Mais soyez toujours prudents. Vos vies valent mieux qu'un fusil.

Ce n'est qu'unis que nous sommes forts. Si nous ne sommes pas encore organisés aujourd'hui pour commencer la lutte, demain ça ira mieux.

Si vous faites votre devoir dans ce sens, alors la victoire sera à nous malgré tout.

LE COMITE DE SOLDATS.

MUTINERIES dans l'armée hollandaise

Dans un camp militaire du Brabant, en Hollande, une mutinerie s'est déclenchée parmi des troupes qui devaient partir en Indonésie. Les soldats ont catégoriquement refusé de prendre part à la guerre de brigandage de l'impérialisme néerlandais.

Des tracts contenant un manifeste des soldats ont été distribués dans les baraquements.

Le manifeste déclare: « Nous ne voulons pas sacrifier nos vies pour le plaisir des planteurs qui remplissent leurs porte-monnaie. Nous demandons le rappel des troupes d'Indonésie. Pour la paix et l'amitié! pas un soldat pour la guerre! »

Des arrestations ont été effectuées dans les baraquements.

D'autre part, les troupes hollandaises ont subi de lourdes pertes en Indonésie, dans la région de Sourakarta. Les survivants refusèrent de continuer la lutte. Toute l'unité fut désarmée; 17 soldats furent condamnés à mort et 72 à de longues peines de prison.

D'après une information de l'*Associated Press* de Singapour, une mutinerie de troupes hollandaises aurait été réprimée dans le sang, récemment. Plus de 200 soldats cantonnés à Fort De Kock (Buchitinggi), Sumatra, ont été exécutés « pour révolte contre leur commandement ».

Les forces de libération indonésienne se regroupent et amplifient leur lutte. Une agence d'information hollandaise dit que « de très forts groupes d'extrémistes » lancent des attaques pour reprendre la ville de Jogjakarta.

CERCLE LENINE

à la Mutualité, rue St-Victor
à 20 h. 30, Métro: Maubert

Vendredi 29 Avril Salle M

LA SITUATION des MASSES LABORIEUSES EN ITALIE

par BLANCHARD

Vendredi 13 Mai Salle G

pour en finir avec la guerre au Viet-Nam

par LAMBERT

ATTENTION! la séance prévue pour le 6 mai est remise au 13 mai

La suite du feuilleton de Jacques Privas sur les préparatifs de la guerre impérialiste paraîtra dans le prochain numéro.

1er MAI DE FRONT UNIQUE

(Suite de la page 1)

Dans le monde, des masses immenses sont engagées dans la lutte contre la bourgeoisie. En Indochine, dans le Pacifique, des peuples entiers combattent les impérialismes coloniaux.

Mais le rapport de force entre bourgeois et ouvriers n'est pas partout aussi favorable aux travailleurs.

En France, s'emparant du terrain perdu par la classe ouvrière lors des grèves de novembre-décembre 1947 et de la grève des mineurs, la bourgeoisie engage une offensive générale contre le prolétariat.

Des milliers de mineurs, condamnés par une impitoyable justice de classes, languissent encore dans les prisons. Des catégories ouvrières très importantes ont des salaires mensuels qui plafonnent à 13.000 francs.

Le gouvernement maintient le blocage des salaires, attaque le droit de grève, fausse les élections des délégues mineurs pendant que dans chaque usine les patrons, avec des moyens différents, poursuivent le même objectif: démoraliser les travailleurs, les diviser par la multiplication des catégories.

Le gaullisme arme et entraîne ses troupes de choc, matraque les militants ouvriers, détruit les permanences ouvrières.

Que feront les grandes organisations ouvrières pendant cette journée traditionnelle de revendications pour ressouder le Front des travailleurs, seul gage de victoire contre les patrons et leur gouvernement?

La S.F.I.O. et la C.G.T.-F.O. prêcheront l'apolitisme et l'entente patronat-classe ouvrière sur les projets officiels de convention collective.

Le P.C.F. et la C.G.T. réclameront l'amnistie aux mineurs — le P.C.I. ne peut que s'associer à une telle revendication. Tous ses militants y participeront en veillant à ce que cette lutte prenne le caractère le plus efficace par des Comités d'entreprise et de localité d'amnistie aux mineurs.

Mais le P.C.F. et la C.G.T. engageront aussi la classe ouvrière à réclamer l'application du projet de conventions collectives établi par la Fédération des Métaux. Et là, la classe ouvrière sera sans entrain. Les publications les plus détaillées de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne ne le sont cependant pas assez pour accoler un chiffre en francs à côté de chacun des mirifiques coefficients qu'elles proposent.

Malgré ça, les ouvriers ont déjà fait le calcul et on comprend qu'ils soient sans enthousiasme pour un projet qui accorde 15.500 francs au coefficient 100 et 180.000 francs au directeur, représentant direct du patron et défenseur acharné de ses intérêts.

Dans tous les Syndicats, les militants du P.C.I. appelleront les ouvriers à inscrire comme mot d'ordre général de lutte, le véritable minimum vital à 24.000 francs et la limitation supérieure de la hiérarchie au coefficient 400, et comme objectif de lutte immédiate l'augmentation égale pour tous.

Les militants d'avant-garde appelleront aussi les travailleurs à ne plus tolérer cette forme la plus odieuse de l'exploitation: le travail au rendement et l'accélération des rythmes.

Un taux horaire uniforme avec intégration des primes et bonis, voilà la première revendication qui doit servir de base au rassemblement ouvrier contre l'offensive patronale.

Les ouvriers se dresseront également contre cette autre forme de division ouvrière qu'est la formation d'une armée industrielle de réserve. Ils lutteront pour le respect des 40 heures, pour la répartition des heures de travail, pour la diminution des heures sans diminution de salaire.

Contre les bandes fascistes, ils exigeront l'armement du prolétariat et la formation des Milices ouvrières.

Aux mots d'ordre vagues de lutte contre la guerre derrière le Comité où figurent côte à côte le doyen de Canterbury, le peintre 700 fois millionnaire Picasso et la reine de Belgique, les ouvriers se souviendront qu'il n'y a de lutte efficace contre la guerre que celle qui passe par la lutte pour la destruction du capitalisme et qu'une grève victorieuse a mille fois plus d'effet que tous les seaux de larmes versées par les doyens-peintres-reine de Belgique du Congrès des Partisans de la Paix.

Ils trouveront aussi les formes d'action qui permettront à leurs frères du Viet-Nam de se débarrasser d'un des plus féroces impérialismes mondiaux. Ils exigeront avec eux l'indépendance totale du Viet-Nam et le retrait du corps expéditionnaire.

Le 1er mai, même un dimanche, n'est pas un jour où les prolétaires vont ramasser le muguet. Ce jour, anniversaire de l'assassinat de nos frères de Chicago, de Fourmies, de Villeneuve et de bien d'autres encore, nous combattrons pour ressouder nos rangs et arracher aux fils de leurs assassins les revendications propres à notre classe.

A l'occasion de la journée mondiale du 1er mai, nombreux seront les travailleurs qui soutiendront les mots d'ordre du P.C.I., parce qu'ils sont les seuls qui soient véritablement révolutionnaires, communistes et internationalistes. Ils en feront les objectifs de leurs luttes de tous les jours.

LA VIE DU PARTI

TARASCON. — « La Vérité » de Tarascon-Beaucaire vient de paraître. Des informations locales et d'entreprises, la défense de la laïcité sont publiées.

MONTPELLIER. — Vient de paraître le n° 1 du journal « *Les Amis de la Vérité* », organe de liaison des militants sympathisants et lecteurs de l'Hérault.

[illegible] ro d'avril de « la Vérité-Unie » est paru aussi que celui de « la Vérité-Renault ».

Le 10 avril, une cinquantaine de militants se pressaient dans une salle trop étroite pour participer à la goguette organisée par les cellules J.T. et 15e. Un spectacle improvisé mais plein d'entrain où chacun apporta sa part et où les chants collectifs prirent une large place. Quelques mots de notre camarade CLAUDE JUST qui sut tirer les leçons de cette réunion amicale et appela les sympathisants à soutenir notre journal et à rejoindre nos rangs.

Ainsi pourrait se résumer le compte rendu de cette petite réunion. Mais il serait terriblement incomplet s'il n'était pas souligné l'apport important qu'une telle initiative représente pour la construction de notre parti. Les deux cellules organisatrices réussirent cette goguette avec leurs seules forces. Chaque sympathisant présent fut amené personnellement par un membre de l'une ou l'autre de ces cellules.

Cette réalisation montre qu'il n'est pas de petites tâches dans la construction du Parti et nous sommes sûrs qu'elle donnera lieu à de nombreuses initiatives du même genre.

PERMANENCES DU PARTI

Paris. — *La permanence se tient désormais les mardis, mercredis, vendredis et samedis, de 16 à 19 heures, 19, rue Daguerre, Paris (14e) (au fond de la cour). Tél.: Sut. 62-31.*

CELLULE CHAUSSON. — Tous les mercredis, de 18 h. 30 à 19 h. 15, au Centre administratif d'Asnières (Salle 2).

Tarascon. — *Le samedi, de 14 à 17 h. et le dimanche matin, de 10 à 12 heures, 3, rue du Docteur-Barberin.*

Nantes. — « *La Vérité* » *est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay, par les militants du P.C.I.*

BREST. — Ecrire à Alain Le Chink, 13, place Maréchal-Foch, Kérébezon-Saint-Pierre.

Quimper. — *S'adresser à Bob Trévien, Grande-Rue, Kerfeuntun.*

Saint-Etienne. — *Le samedi de 18 h. à 19 heures, Café Besset, place du Peuple.*

Hérault. — *S'adresser à Maurice Burguière, 2, rue Sainte-Catherine, Montpellier.*

SOUSCRIPTION PERMANENTE des "Amis de La Vérité"

Oise: « Un Ami de la V. »: 300; P. G.: 200. — Brest, carte n° 2.393: 100. — Nantes: 830. — Aisne, Travailleurs Vietnamiens: 2.000. — Région Parisienne: cellule 15e: 800, carte n° 2.651: 50; X.: 50; un sympathisant: 100; cell. Renault: carte n° 1.032: 50; n° 1.039: 200; n° 2.379: 500; n° 2.225: 100; n° 2.825: 50; n° 2.692 à 2.695: 430; Rist: 125. — Cell. Championnet: carte n° 2.446: 1.000. — Cell. Clichy: carte n° 2.435: 150; n° 2.178: 300; n° 2.437: 30; un Corse de Clichy: 50. — Cell. 17e-18e: 2.120; carte n° 2.176: 55; un « Ami de la Vérité »: 100; X.: 50. — Cell. 15e: 500; L. B.: 500; un « Ami de la V. »: 100. — Souscription du Bureau Régional: 247. — TOTAL: 11.087 fr.

BOYCOTT de la guerre d'Indochine

(Suite de la page 1)

Après Gorkin du P.O.U.M. et Ahmed Alaoui du parti de l'Istiqlal marocain, le docteur Mostefai, délégué à l'Assemblée algérienne, vint apporter le point de vue du mouvement de Messali Hadj. Il affirme que le peuple algérien est sans réserve aux côtés des Vietnamiens en lutte. C'est contraints et forcés, déclara-t-il, que les spahis algériens sont envoyés en Indochine. C'est le propre de l'impérialisme que d'utiliser les peuples opprimés les uns contre les autres, ainsi fit-il déjà à Setif en mai 1945 en employant les soldats marocains contre leurs frères algériens.

Pour le boycott de la guerre d'Indochine

Pierre Lambert apporta le salut du P.C.I. Tous les appels pacifistes resteront purs bavardages si les masses n'imposent pas par leur action la cessation des hostilités au Viet-Nam. La classe ouvrière française a intérêt à ce que cette guerre cesse:

— parce qu'elle coûte chaque jour 300 millions au pays qui se traduisent par de lourds impôts, par de bas salaires, par une production orientée vers la guerre alors que les usines du dernier carnage mondial ne sont pas relevées;

— parce que tout coup porté par l'héroïque résistance vietnamienne à la puissance de la Banque d'Indochine et des trusts du caoutchouc affaiblit l'impérialisme français et renforce la lutte des ouvriers de chez Michelin, Renault, etc..., contre leurs patrons.

Lambert cite la résolution adoptée par la Fédération de l'Enseignement de l'Hérault, qui demande à la C.G.T. et à la C.G.T.F.O. d'organiser le boycott des envois d'armes et de munitions à destination de l'Indochine.

Les métallos, dans les usines et les arsenaux, fabriquent les armes et les munitions et les cheminots les transportent, les dockers les chargent, les marins les convoient. SI LES GRANDES ORGANISATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE ET PARTICULIEREMENT LES ORGANISATIONS SYNDICALES LE VEULENT, LA GUERRE D'INDOCHINE NE DURERA PAS LONGTEMPS. La responsabilité qui incombe à ces organisations est immense.

Vive l'indépendance totale du Viet-Nam!

Le Van, au nom des travailleurs vietnamiens en France, dénonce l'Empereur fantoche Bao-Dai, jouet de l'impérialisme. Les accords Auriol-Bao-Dai n'accordent pas une indépendance réelle au Viet-Nam; la formule de l'Union Française — inventée par de Gaulle — n'est destinée qu'à couvrir un colonialisme plus rapace et sanglant que jamais. Le Van termine par un appel à la solidarité internationale des travailleurs pour aider le peuple vietnamien à conquérir son indépendance complète.

Le meeting se sépare après avoir adopté les mots d'ordre d'action sur lesquels les orateurs se sont fait applaudir.

Manifeste au

APPEL DE LA SECTION CHINOISE

Aux ouvriers.

Aux paysans.

A toute la population opprimée.

TCHANG-KAI-CHEK a abdiqué. Ce bandit aux mains sanglantes, réputé pour sa cruelle dictature, a abandonné sa capitale. La presse bourgeoise veut faire croire que cette « abdication » est due à la volonté de paix de Tchang-Kai-Chek. Cela n'est que mensonge doublé de cynisme sans borne. En réalité, Tchang-Kai-Chek a été obligé de choisir l'abdication justement parce que le peuple opprimé, exaspéré de colère, l'a chassé du gouvernement. S'il n'y avait pas eu une protestation générale des masses populaires qui l'ont isolé de ses clans gouvernementaux; s'il n'y avait pas eu une lutte armée des larges masses paysannes mettant en évidence la pourriture économique, militaire et politique du Gouvernement; en un mot si ce régime réactionnaire n'avait pas creusé son propre abîme, Tchang-Kai-Chek n'aurait jamais abandonné sa capitale. Tchang-Kai-Chek a imposé au peuple chinois, pendant ses 20 années de domination, un régime d'esclavage; il a enterré toute indépendance nationale. Il a utilisé prisons et crimes à la place de la démocratie. Il a recouru à la misère et à l'escroquerie pour tenter d'abolir les droits à la vie du peuple.

Mais le peuple chinois a encore à traverser une tempête révolutionnaire pour balayer radicalement les manœuvres de domination cruelle et dégoûtante de Tchang-Kai-Chek. Car c'est seulement par la voie révolutionnaire que la Chine pourra à l'avenir édifier une base solide pour des réformes économiques et politiques.

La bourgeoisie au service de l'Impérialisme étranger

L'impérialisme étranger et son instrument la bourgeoisie chinoise veulent trouver, à l'intérieur de l'héritage politique de Tchang-Kai-Chek, les moyens de sauver leurs intérêts perdus.

Ils espèrent seulement substituer un nouvel instrument à l'ancien appareil qu'ils ont jugé si faible et si vieux. Le fait que Li-Ton-Nhâm a remplacé Tchang-Kai-Chek ne peut avoir d'autre sens que celui-là. Reconnaître la « paix du Gouvernement de Nankin » ou la « paix de pigeon » serait sauver la vie de la bourgeoisie réactionnaire pendant ses heures de danger. Quant aux staliniens chinois, ils essayent toujours de poursuivre la politique de négociation avec le gouvernement nationaliste du Kuo-Min-Tang. Si Mao a refusé d'engager des pourparlers de paix avec Tchang-Kai-Chek, il poursuit des négociations sur la base de 8 conditions qu'il a émises. Exceptée celle relative aux châtiments réservés aux criminels de guerre, les 7 autres conditions correspondent aux aspirations de la bourgeoisie nationale. Le représentant de cette bourgeoisie ne manquera pas de rire en se frottant les mains tellement il les trouve conforme aux bonnes idées de la doctrine des Trois Min de Sun-Yat-Sen.

Cependant, une autre question se pose: même avec ses 8 conditions, Mao pourra-t-il apporter une paix véritable?

Depuis un siècle environ, les guerres (guerres extérieures et guerres civiles) que la Chine a traversées, y compris les révoltes et les troubles, ont toutes eu leurs causes dans les contradictions sociales de la société chinoise. La seule voie possible pour atteindre une paix véritable c'est d'apporter une solution radicale à ces contradictions sociales en balayant radicalement le régime d'exploitation de l'homme par l'homme.

La politique de Mao Tse Tung

La ligne fondamentale de Man-Tsé-Tung ne peut apporter une telle solution, précisément parce que:

1° Mao est incapable de viser les ennemis de la Révolution Chinoise. Ces ennemis ne sont pas en réalité cette minorité de « criminels de guerre » où certaines couches de fonctionnaires de la bourgeoisie que le Parti Communiste Chinois dénonce, mais l'impérialisme. Nous ne pouvons en aucun cas relayer ou changer certains chefs gouvernementaux pour mettre un terme à cette domination réactionnaire. Quelques réformes ajoutées à ce joug ne pourront rien changer non plus. Il faut utiliser les moyens révolutionnaires les plus conséquents pour atteindre notre but final.

2° Mao-Tse-Tung a classé la bourgeoisie chinoise en deux clans: le clan réactionnaire et le clan « progressiste ». Il espère, en collaboration avec le second, former un gouvernement d'union nationale et arriver à une politique de négociations. Il croit possible de collaborer avec la bourgeoisie nationale pour réaliser la doctrine des « Trois Min ».

3° Marcher avec la bourgeoisie nationale, cela signifie nécessairement aller graduellement vers la collaboration avec l'impérialisme. Mao, d'ailleurs, ne proteste contre l'impérialisme américain qu'avec des phrases. Il n'a pas posé la question de la « confiscation des propriétés impérialistes existant sur tout le territoire chinois ». A ce problème, il substitue quelques slogans creux tels que « l'abolition de tous les traités relatifs à la vente du pays ». Et Mao s'est prononcé ouvertement après l'occupation de certaines grandes villes du Nord, pour la défense des propriétés et des vies impérialistes.

Le P.C. ne peut prendre les mesures révolutionnaires qui s'imposent

4° Un autre point faible, extrêmement important, est aussi à relever dans les déclarations de Mao: après la guerre, Mao n'osa pas dénoncer les impostures du Kremlin à l'égard des classes ouvrières et paysannes chinoises. Il n'osa pas dénoncer le traité de Yalta et tous les traités économiques signés entre la Chine et la Russie. Or tous ces traités protègent l'annexion du territoire chinois par l'impérialisme américain et aident ouvertement l'autre camp de la guerre civile. Même s'il a demandé l'« abolition de tous les traités relatifs à la vente du pays », Mao n'a pas levé le petit doigt pour défendre les droits de la Chine sur les territoires (Colas, Macao, Port-Arthur, Formose) cédés aux impérialistes. Il n'a dit mot sur le retrait des troupes étrangères (troupes anglaises, russes, américaines) qui occupent actuellement la Chine en plusieurs endroits. Il s'est tu sur l'abolition de tous les traités économiques signés entre la Chine, les Etats-Unis, la Russie et tous les autres traités secrets par lesquels la bourgeoisie a tenté de vendre la Chine au capitalisme étranger.

5° A cause de son attitude de collaboration à l'égard de la bourgeoisie chinoise, de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, le Parti Communiste Chinois est

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE

19, rue Daguerre (14e)

C.C.P. Corvin 6984-96

Dans la Collection « L'Ecole du Militant » vient de paraître:

La Révolution Permanente, extraits du livre de L. Trotsky. Fr. 25

Qu'est-ce que le programme de transition? 20

Achetez les COLLECTIONS DE LA IVe INTERNATIONALE

« Toute la pensée et l'activité internationale trotskyste depuis la guerre »:

1946. . . . . Fr. 150

1947. 150

1948. 250

Numérisation CERMTRI

Droit du peuple allemand à disposer de lui-même

EVACUATION SANS CONDITION

TANDIS que la « guerre froide » se poursuit et que circulent toutes sortes de rumeurs sur le blocus de Berlin, les Occidentaux (Américains, Anglais et Français) ont élaboré un Statut d'occupation destiné à remplacer les gouvernements militaires. L'ensemble de ces mesures résulte d'un compromis entre les trois alliés, dans lequel chacun d'eux a cherché à faire prévaloir ses intérêts propres, mais où tous ont pour objectif d'intégrer l'Allemagne dans le dispositif de lutte antisoviétique organisé par l'impérialisme américain.

En fait, les Alliés veulent imposer à l'Allemagne une structure fédérative archaïque, incompatible avec les nécessités de l'économie moderne. En outre, les troupes d'occupation ne seraient plus présentes en Allemagne pour diriger le pays, mais pour servir de garnison dressée face aux troupes soviétiques. Un système de hauts commissaires alliés exerceraient un droit de contrôle et de veto sur le gouvernement allemand.

Mais, avant même qu'il soit question de mettre ce Statut en vigueur, des oppositions se manifestent très fortement en Allemagne. Bien entendu, les staliniens allemands poussent les hauts cris contre l'attitude des Alliés; mais ils ne sont guère écoutés, car les travailleurs allemands savent qu'ils sont silencieux sur l'incorporation des territoires allemands à l'U.R.S.S. et à la Pologne et qu'ils ne disent pas un mot du régime policier qui sévit dans la zone orientale. Et les protestations des staliniens allemands contre le système préparé par les Alliés sont en opposition absolue à celles des staliniens français qui s'indignent d'une prétendue attitude de mansuétude à l'égard de l'Allemagne.

La protestation de beaucoup la plus importante est celle du parti social-démocrate qui, à présent encore, est le parti ayant le plus fort appui dans la classe ouvrière. Il a pris position contre le fédéralisme. La bourgeoisie exerce sur lui une forte pression pour qu'il se plie; le passé de la social-démocratie allemande laisse penser que les chefs de ce parti sont fort capables de s'incliner. Mais leur refus actuel est symptomatique d'un début de ranimation de la vie politique en Allemagne.

En face des puissances capitalistes à la fois désireuses d'utiliser les ressources économiques de l'Allemagne et effrayées de les voir se développer à nouveau. En face de la bureaucratie du Kremlin dont la politique envers l'Allemagne a été d'une infâmie qui a essentiellement servi la réaction. En face de la coopération des vieux partis ouvriers aux politiques nationalistes des gouvernements alliés et soviétique, seuls les partis de la IVe Internationale, seuls les trotskystes — et plus particulièrement ceux des pays « vainqueurs », dénoncent l'occupation de l'Allemagne. Seuls ils se prononcent pour l'évacuation immédiate de toutes les troupes étrangères, contre toute politique d'indemnités et de réparations, contre toute annexion, pour le droit le plus complet du peuple allemand à décider de son sort, sans contrôle de militaires ou de hauts commissaires d'un pays quelconque.

Les travailleurs des pays « vainqueurs » qui n'ont rien à tirer de cette victoire, sinon leur part de misère, doivent apporter leur aide aux prolétaires d'Allemagne. L'internationalisme prolétarien n'est pas une formule creuse. La défaite du prolétariat allemand par Hitler avait été une défaite des travailleurs du monde entier. De même le régime de domination des Alliés et de l'U.R.S.S. va contre les intérêts de tous les travailleurs. La victoire du prolétariat allemand sera une victoire de toute la classe ouvrière.

Un trotskyste vietnamien assassiné par les impérialistes

NOUS venons d'apprendre que notre camarade Chu-Van-Binh, du groupe Communiste Internationaliste Vietnamien en France, vient d'être assassiné par les troupes françaises dans le Nord du Viet-Nam.

On se souvient que notre camarade Chu-Van-Binh a été arrêté l'an dernier au Camp de Bias (Lot-et-Garonne) par la Police de Jules Moch et transféré dans le camp de concentration de Hoï-Phong. En compagnie de deux de ses compatriotes, notre camarade s'échappa du camp, afin de rejoindre la Résistance vietnamienne. Une patrouille française, les ayant surpris, tira sans sommation sur eux. Tandis que ses compagnons parvenaient à continuer leur route, notre camarade tomba sous les balles des impérialistes.

Chu-Van-Binh était un des meilleurs militants du Groupe trotskyste vietnamien en France. Dès la Libération, Binh faisait partie du Groupe Tranh-Dau (la Lutte) qui rassemblait des nationalistes et des trotskystes. Dès la dissolution du groupe Tranh-Dau, Chu-Van-Binh adhéra spontanément au mouvement trotskyste. Il fut l'un des premiers à se rallier au groupe Vo-San (Les Prolétaires) qui devint bientôt Groupe trotskyste officiel de la IVe Internationale.

Chu-Van-Binh jouissait d'une très grande confiance auprès des travailleurs vietnamiens en France. Il fut successivement leur délégué à Paris, à Marseille, à Bergerac, à Bias, etc... Quand il fut arrêté par la Police de Jules Moch, il détenait une grande responsabilité dans le camp de Bias. Très fidèle à notre mouvement et conscient de sa tâche, notre camarade est mort en militant révolutionnaire.

Le gérant : Jullia
Imp. spec. de "La Vérité"

DU MONDE ENTIER

TAN MALAKKA contre l'impérialisme hollandais et la bourgeoisie indonésienne

Voici un extrait d'un article publié par Tan Malakha dans le journal « Pari » et repris dans « Merdeka », journal officiel de la République Indonésienne (Merdeka signifie libre, indépendant).

Le dirigeant révolutionnaire Tan Malakha s'organise un nouveau parti communiste indépendant du Kominform qui a, semble-t-il, une plus grande influence que le P.C. officiel.

« Quatre choses sont nécessaires pour défendre la République Indonésienne, écrit-il:

« 1. *Une unité solide entre toutes les nationalités*, unité capable de résister à toute attaque extérieure et intérieure. Dans une période de transition, une telle unité peut être réalisée aux mieux par un seul parti.

« La même unité pourrait également être obtenu par une collaboration fédérative de plusieurs partis, à condition que leur nombre ne soit pas trop élevé. Mais dans notre cas il est difficile d'obtenir une collaboration entre plusieurs partis bien que pareille unité soit apte à constituer une base nationale plus large, étant donnée la nature différente des partis. Pour cette raison, la dictature d'un seul parti constitue le meilleur système pour traverser une période de transformation profonde.

« Il est cependant nécessaire de prendre des mesures pour empêcher que la dictature du parti ne dégénère en dictature d'une personne. A l'intérieur du parti doit exister la possibilité de discuter et la liberté de pensée en même temps qu'une stricte discipline doit régner quant à la prise et à l'exécution de décisions.

« 2. *La liberté, toute la liberté et immédiatement pour l'Indonésie.* C'est seulement grâce à cette liberté qu'on pourra parler d'une vie véritable pour le peuple indonésien; il faut relier la question de l'indépendance et de l'Unité de l'Indonésie aux besoins et aux aspirations du peuple lui-même.

Pour pouvoir répondre effectivement aux aspirations quotidiennes du peuple, la République Indonésienne devra, malgré toutes les faiblesses et insuffisances dont elle fait encore preuve, établir une Economie Planifiée. Un tel plan, qui s'appuyera sur la capacité de sacrifice et l'enthousiasme du peuple, permettra à la République Indonésienne de résister à tous les assauts.

« 3. *Interdiction de toute forme d'intervention du capital étranger!* Si beau que puisse être notre plan et si grand que soit notre enthousiasme, il échouera inévitablement aussi longtemps qu'une puissance étrangère pourra influencer notre production et notre distribution grâce à ses capitaux. Nous échangerons avec plaisir nos produits contre des machines étrangères, mais nous devons garder notre production et notre distribution entre nos mains.

« 4. Notre économie devra être dirigée et l'Etat devra exécuter le plan. Il faut rejeter tout système de production et de distribution anarchique dans lequel chacun agit comme bon lui semble, et dans lequel la coordination entre les possibilités et les besoins du peuple fait défaut. Si l'on abandonne la production et la distribution aux Capitalistes Indonésiens qui ne se rendent pas compte des besoins du peuple, l'Indonésie sera à nouveau la proie d'une puissance étrangère. Plus même que l'Amérique latine ou que la Chine d'avant-guerre, l'Indonésie deviendra objet de l'impérialisme si nous nous fions à nos propres capitalistes. »

L'affaire Kostov

(*Suite de la page* 1)

parmi les cadres des Partis Communistes qui, n'ayant pas séjourné à Moscou pendant la guerre, sont restés dans leurs pays et ont pris une part active à la lutte des masses. C'est le cas de Tito en Yougoslavie, *Kozi Koxe* et Spirou en Albanie, Markos en Grèce, Kostov en Bulgarie.

La déviation « nationaliste » et « antisoviétique » dont on les accuse n'exprime pas autre chose en réalité que leur résistance à servir le Kremlin en instruments aveugles.

Comme Tito, Koxi Koxe, Spirou ou Markos, Kostov fut aussi un dirigeant stalinien de premier plan qui passa 30 ans environ de sa vie dans les rangs du Parti Communiste Bulgare.

Sa réputation parmi les communistes bulgares est à peine moindre que celle de Dimitrov.

Mais tandis que ce dernier demeura à Moscou pendant la guerre en compagnie de Kolarov, Kostov resta en Bulgarie... où il organisa le mouvement de résistance. Arrêté en 1942 par les Allemands, il ne fut délivré qu'en 1944, grâce à l'action des ouvriers de Plevenc qui prirent sa prison d'assaut.

Que sa résistance à la politique du Kremlin ne se limite pas à sa propre personne, mais qu'elle exprime la résistance de tout un courant dans le Parti Communiste Bulgare et dans le pays, est prouvé par l'ampleur de l'épuration qui suivit son limogeage, et par la décision de retenir Dimitrov lui-même en U.R.S.S. Dimitrov est probablement accusé d'être responsable de l'ampleur du « kostovisme » dans le Parti et d'avoir manqué d'énergie pour le combattre.

V. Kolarov, qui remplace Dimitrov, est le dernier homme de confiance du Kremlin en Bulgarie. Vieux pensionnaire de Moscou, il y a passé presque exclusivement les 25 dernières années de sa vie.

Pour prévenir les contrecoups du « kostovisme » en Roumanie, deux agents de confiance du Kremlin, Anna Pauker et Luca viennent de remplacer St. Voitec et Savulesco à leurs postes de Vive-Présidents du Conseil des Ministres.

∴

Mais, malgré toutes ces épurations précipitées, la crise est loin d'être résolue dans les pays de la « Démocratie Populaire ».

EN REALITE, ELLE NE FAIT QUE COMMENCER.

Car au fur et à mesure que le Kremlin brise les appareils staliniens indigènes pour les remplacer par des agents directs du G.P.U., il ne fait qu'attiser les contradictions.

Au fur et à mesure que la bureaucratie contraint ces pays à assurer une défense de plus en plus étroite des intérêts économiques, politiques, stratégiques et diplomatiques de l'U. R. S. S., sans pouvoir en même temps leur fournir l'aide économique nécessaire, elle ne fait qu'aggraver les causes de la crise qui se développe dans les pays du glacis.

Le Kremlin reste silencieux sur les changements ministériels en U. R. S. S.

LE changement de ministère en U.R.S.S. a donné lieu à de nombreux commentaires, sauf dans *l'Humanité*, pour qui tout ce qui se passe dans l'Union Soviétique est parfait et constitue une victoire supplémentaire du socialisme.

Molotov, relevé de son poste de ministre des Affaires Etrangères; Mikoïan, du Commerce Extérieur; Boulganine, des Forces Armées, et Voznessenski, de la direction de la Commission du Plan (ainsi que, semble-t-il, de son poste de supplément au Bureau Politique). Cet ensemble de mesures a des causes politiques que l'on ignore et aura des conséquences qui ne manqueront pas d'apparaître plus tard.

Ce que l'on sait, c'est que, depuis un certain temps, le Bureau Politique était divisé, au moins sur les problèmes des rapports avec l'Ouest et peut-être sur d'autres (rapports avec les pays du glacis et politique intérieure). L'élimination de Voznessenski, le grand maître du Plan quinquennal, au moment où se préparent les projets du prochain Plan quinquennal, parle en ce sens. Truman, au cours de sa campagne électorale, avait fait allusion à l'existence de désaccords. Peu avant que ne parviennent les annonces officielles, le *Monde* avait donné un tableau sommaire des rapports dans le Bureau Politique.

Les divergences ne sont pas connues, mais Molotov et Mikoïan étaient les deux principaux chefs de file dans le Bureau Politique. Or, depuis que le parti bolchevik de Lénine a été écrasé par le régime bonapartiste stalinien, chaque tendance ne lutte plus pour faire prévaloir par la lutte idéologique ses positions dans le parti. L'objectif de chacune est de gagner par les manœuvres du sommet l'arbitre suprême: Staline. Les mesures prises indiquent que Staline a retiré à presque tous les membres du Bureau Politique la possibilité d'agir directement sur les branches de l'Etat soviétique. Par la double élimination des deux chefs de file, Molotov et Mikoïan, Staline, qui frappe des deux côtés, semble terminer le conflit interne qui existe dans le Bureau Politique. Ainsi s'accentue son rôle d'arbitre.

∴

Ces mesures s'inscrivent dans la préparation du XIXe Congrès du parti bolchevik (il y a plus de 10 ans qu'il n'y a pas eu de Congrès) et il faut attendre d'autres indices pour que le sens des mesures prises apparaisse clairement. Mais il n'est pas douteux que les changements ministériels en U.R.S. S. sont l'annonce de grands changements en cours d'opération. C'est un aspect particulier de la crise Internationale du stalinisme.

Le parti bolchevik de Lénine ne connaissait pas de politique secrète, même après la prise du pouvoir, car il visait avant tout à éduquer les masses exploitées pour la lutte révolutionnaire et le socialisme. Staline mène son parti — et avec celui-ci une grande partie des travailleurs du monde entier — dans la nuit la plus noire, parce qu'il ne peut révéler aux masses (pas aux gouvernants capitalistes qui en sont toujours informés à temps) ses objectifs réels.

Il faut suivre de très près ce qui se passe en U. R. S. S., saisir les indices les plus petits, car les changements qui se préparent et s'opèrent auront de grandes répercussions qui, sans une intervention des masses à l'échelle mondiale, s'opèreront aux dépens des travailleurs et de l'U. R. S. S.

Pierre FRANK.

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques.
Si tu veux être assuré de la lire régulièrement,
CAMARADE, ABONNE-TOI!
PRIX DE L'ABONNEMENT

1 an (24 num.): France	200 fr.
1 an: Colonies, par avion:	
Afrique du Nord	300 fr.
A. O. F.	440 fr.
Indochine.	680 fr.
1 an: Etranger	350 fr

peuple chinois

DE LA IVe INTERNATIONALE

incapable de prendre les mesures révolutionnaires qui s'imposent et qui sont seules capables de résoudre les problèmes fondamentaux de la Chine. Il a réduit le communisme à quelques réformes agraires vulgaires et creuses, remplaçant « la confiscation des propriétés terriennes au profit des paysans pauvres » par une réforme superficielle. Si

La question du pouvoir

Si le Parti Communiste a réformé superficiellement son armée, c'est seulement pour la raison qu'il veut éviter le régime des Comités de soldats et la formation des milices du peuple. Sa trahison va jusqu'à passer sous silence la lutte pour les libertés fondamentales du peuple, telles que la liberté de réunion, d'association, de grève, de manifestation, d'opinion, de presse, etc... Le P.C. ne s'est jamais prononcé pour les 8 heures et l'échelle mobile, alors que ces revendications constituent depuis longtemps l'objet unique des luttes ouvrières, mais il a défendu « l'augmentation de la production ». D'autre part, si Mao Tse Tung se livre à des attaques contre les « fausses assemblées nationales » de la bourgeoisie, contre les « fausses constitutions » et les « fausses traditions constitutionnelles » du Kuomintang, il n'a pas appelé à une Assemblée constituante élue au suffrage universel, car il n'ose pas donner le pouvoir au peuple. La question du pouvoir est une question fondamentale de la Révolution. La prétendue « paix » de Pékin a démontré nettement le chemin suivi par Mao, lequel chemin n'est pas révolutionnaire, c'est seulement un succédané bourgeois.

Mao Tse Tung a donné l'ordre d'arrêter les luttes agraires qui avaient éclaté dans les zones de libération.

Si un parti prolétarien puissant fait défaut, les luttes armées des classes paysannes seront exploitées par les hauts fonctionnaires staliniens. Ceux-ci les utiliseront pour leurs tractations personnelles avec la bourgeoisie, en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. L'armement des paysans pourrait être utilisé comme instrument de défense de cette collaboration de classe; il serait alors nécessairement employé contre le prolétariat par cette collaboration stalino-bourgeoise.

Le P.C.R. et les problèmes de la paix

Que la classe ouvrière soit unie. Qu'elle se lève dès maintenant pour rétablir ses positions et renforcer son organisation de classe, afin de créer un appareil dirigeant prolétarien. Sous la direction de cette organisation nouvelle et puissante, elle luttera énergiquement contre l'impérialisme et son instrument, la bourgeoisie chinoise; elle arrêtera et supprimera si possible les actions scélérates du parti de la collaboration avec la bourgeoisie.

Qu'elle avance audacieusement de la lutte pour les revendications quotidiennes à la lutte politique, de la lutte pour la démocratie à la lutte pour la prise du pouvoir. C'est seulement après avoir organiquement réalisé l'alliance entre les ouvriers et les paysans, que la classe ouvrière sera capable d'arracher les paysans à la bourgeoisie et à ses collaborateurs.

AUX LARGES MASSES PAYSANNES PAUVRES, AUX CAMARADES ARMES LUTTANT DANS LES RANGS DE L'ARMEE DE LIBERATION, AUX CAMARADES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, le Parti Communiste Révolutionnaire qui a une position révolutionnaire intransigeante adresse un appel pressant:

La bourgeoisie est organiquement liée aux propriétaires fonciers, elle est absolument incapable de satisfaire vos revendications immédiates et vos revendications démocratiques. Elle ne l'a jamais voulu. Vos chefs suprêmes, dont Mao Tse Tung, vous ont conduits à la collaboration avec la bourgeoisie, c'est-à-dire à l'impasse et au suicide. Seuls le prolétariat et son avant-garde, le Parti Communiste Révolutionnaire (section chinoise de la IVe Internationale) sont dignes d'être des alliés en qui vous pouvez avoir confiance. Nous espérons, camarades, que vous vous tournerez vers la classe ouvrière et que vous lutterez à nos côtés. La classe ouvrière vous tend la main. La lutte intransigeante pour la révolution agraire est indissociable de la lutte libératrice de la classe ouvrière.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de Chine, au nom du prolétariat révolutionnaire, appelle le peuple opprimé à lutter pour les conditions de paix suivantes:

— Obtention des libertés démocratiques: liberté d'opinion, de presse, d'association, liberté politique, droit de grève et de manifestation. A bas l'état de siège! A bas le régime des otages! Pour la libération des prisonniers politiques!

— Exigeons l'échelle mobile (à bas le faux index du coût de la vie) et la journée de huit heures!

— Nous voulons la terre. Que les terres soient confisquées immédiatement au profit des paysans pauvres. A bas le régime des redevances en produits alimentaires!

— Vive la gestion ouvrière! Nationalisation sans indemnité des propriétés des fonctionnaires, des industries, des banques, des mines, des rizières! La classe ouvrière doit contrôler et organiser elle-même la production.

— Armement du peuple! Formation immédiate de comités de soldats dans l'armée de libération et dans toutes les autres armées! Droit d'élection des officiers par tous les soldats! Contre le service obligatoire!

— Droit de toutes les minorités nationales rattachées au territoire chinois de disposer d'elles-mêmes! A bas la doctrine de la Grande Chine! A bas l'impérialisme! Expropriation de toutes les propriétés impérialistes sur tout le territoire chinois! Restitution à la Chine de tous les territoires cédés à des Etats étrangers! Abolition de tous les traités anciens et nouveaux! Droit du peuple chinois de disposer de ses affaires intérieures!

— A bas la dictature militaire du Kuo Min Tang! A bas la bourgeoisie chinoise!

— Vive l'Assemblée constituante élue par le suffrage universel! Contre la politique de division du territoire entre les cliques de généraux! Contre tout retour au régime de dictature militaire!

Vive le gouvernement ouvrier et paysan! Seul le gouvernement ouvrier et paysan peut donner au peuple chinois la perspective de transformations radicales.

Seules les conditions proposées ci-dessus peuvent donner la paix à la Chine. Sans une révolution poursuivie jusqu'au bout, il ne peut y avoir de paix véritable et durable.

Ce Manifeste — dont nous publions des extraits essentiels — a été adressé au peuple chinois par le Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire (section chinoise de la IVe Internationale) le 25 janvier 1949.

TRIBUNE DES JEUNES

Le Rassemblement International des Jeunes pour la Paix

A son dernier Congrès national, le Mouvement Laïque des Auberges de la Jeunesse a décidé de prendre l'initiative d'un Rassemblement international de Jeunes pour la Paix. Il a fait en conséquence appel à toutes les organisations de jeunesse non confessionnelles et se réclamant d'un programme pacifiste et internationaliste.

Diverses organisations de jeunesse travaillent en France à la préparation d'un pré-rassemblement qui se tiendra dans le cours de la seconde quinzaine de juillet. Le rassemblement de masse étant prévu pour l'été 1950. Parmi les mouvements participants on relève les noms du Mouvement de l'Enfance Ouvrière, , les jeunes de la Fédération de l'Education Nationale, les jeunes de la C.G.T.-F.O., la Commission des Jeunes du R.D.R., l'Internationale des Jeunes contre la Guerre, les Esperantistes, la Jeunesse Socialiste, les Eclaireurs de France, le Mouvement Révolutionnaire de Jeunesse, etc. L'U. J. R. F., invitée, s'est dérobée en proposant le ralliement au Congrès des Partisans de la Paix.

Le but de ces assises est de jeter les bases d'une organisation internationale de jeunes susceptible de faire échec à la guerre. La réunion préparatoire de 1949 a pour but de dégager les thèses capables de préparer les délibérations du grand rassemblement de 1950.

La Vérité félicite le M.L.A.J. de cette initiative qui s'inscrit naturellement dans sa tradition internationaliste et antimilitariste. Notre journal est d'ailleurs prêt à apporter sa modeste contribution au succès de cette réalisation.

Nos jeunes camarades du Comité d'Initiative et d'Organisation pour un M.R.J., participent activement à l'organisation de cette rencontre internationale de jeunesse. Ils espèrent qu'il s'en dégagera un front international de la jeunesse contre la guerre, non pas édifié sur les bases démagogiques d'un pacifisme à la mode stalinienne ou d'une pseudo « liberté » que Washington propose de choisir de préférence à la dictature du Kremlin, mais édifié sur un programme de lutte de classe, sans lequel toute lutte pour la paix n'est que phrase creuse et mensongère.

Il n'en reste pas moins que la tâche la plus importante pour les organisations de jeunesse qui se réclament du programme de la révolution socialiste, est de constituer, face à l'impérialisme mondial et à la contre-révolution stalinienne, une Nouvelle Internationale des Jeunes, inspirée de celle que créa l'héroïque Karl Liebknecht.

Numérisation CERMTRI

sur le front ouvrier

Une tâche essentielle
SOUTENIR "L'UNITÉ SYNDICALE"

L'UNITÉ SYNDICALE vient de reparaître. C'est là une nouvelle qui réjouira tous les syndicalistes révolutionnaires, car l'U.S. constitue un instrument indispensable dans l'accomplissement de leurs multiples tâches.

L'Unité Syndicale est née de la conférence regroupant des syndicalistes de toutes professions et de toutes appartenances syndicales, qui se tint à Paris le 1er février 1948, au lendemain de la scission.

Alors que dirigeants F.O. et C.G.T. s'installaient dans la scission, cette conférence posait immédiatement le problème de la reconstruction d'une C.G.T. unique. Une délégation se rendit aux bureaux confédéraux F.O. et C.G.T. et proposa l'organisation d'un Congrès démocratique pour la reconstruction d'une C.G.T. unique, au cours duquel les dirigeants F.O. et C.G.T. pourraient s'expliquer devant les militants de toutes tendances. Les uns et les autres se dérobèrent prestement.

Mais le mot d'ordre fut lancé dans les entreprises, où il recueillit un large écho.

♣

Depuis, les camarades de l'U.S. n'ont cessé de lutter.

Sur la base de l'orientation qu'ils défendaient, l'unité du Syndicat National des Instituteurs fut sauvegardée. Le S.N.I., plutôt que de se rompre en trois tronçons, se prononça à son congrès de mars 48 pour l'autonomie. Mais « estimant que l'unité organique des salariés est une condition essentielle pour résister efficacement à l'offensive patronale... il mandata les responsables du Syndicat National pour mettre tout en œuvre en vue de la réunification confédérale ».

Au congrès de la C.G.T., Dumont et Roux sont les porte-parole de l'U.S. En liaison avec l'action des militants dans les entreprises, ils préconisent la grève générale seule capable de donner la victoire aux mineurs ainsi qu'à la classe ouvrière tout entière.

Frachon répond que ce sont là des bavardages.

Les faits ont montré qui avait raison.

Plus récemment c'est la lutte sur un programme unitaire dans chaque entreprise pour barrer la route à l'offensive patronale. Dans la Loire, à Neuves-Maisons, chez Chausson, à Paris-XIII, etc. C'est la réalisation de l'unité des employés F.O. et C.G.T. de la région parisienne sur le programme de l'U.S. contre les licenciements, la répression. C'est la participation au Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste, le démasquage des gaullistes, la participation au Comité d'amnistie aux mineurs.

♣

Telles sont quelques-unes des actions menées par les camarades de l'Unité Syndicale.

Pour aboutir, ils doivent démasquer tous ceux qui entendent utiliser le mouvement syndical au profit, soit de la « troisième force », soit du stalinisme, sans souci des véritables intérêts ouvriers.

Tous les militants révolutionnaires ont le devoir de les appuyer. Les trotskystes, les lecteurs de l'*Unité*, les sympathisants en premier lieu, car le combat de l'U.S. s'intègre dans la lutte générale contre l'offensive bourgeoise. Il nous appartient d'aider à la réparution régulière de *l'Unité Syndicale*, en la diffusant largement afin de permettre de généraliser les efforts, les expériences, les succès de la tendance de l'U.S. et d'élargir toujours plus son action.

Stéphane JUST.

L'activité du Cartel d'Unité d'action Syndicaliste

Le Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste, qui groupe les tendances minoritaires des centrales ouvrières (Unité-Syndicale, Ecole Emancipée, la Fédération Nationale des Syndicats Autonomes et la C.N.T.) cherche en ce moment à regrouper sur le plan des corporations et entreprises tous les militants syndicalistes décidés à défendre un véritable programme revendicatif.

La Commission des Fonctionnaires est la seule jusqu'à présent à s'être réunie. Une discussion fructueuse entre les militants de toute appartenance a eu lieu. Elle a édité un Manifeste, véritable charte revendicative des Fonctionnaires où elle affirme:

1° la nécessité d'un minimum vital de 24.000 francs;

2° la garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires;

3° la révision de la grille de reclassement par la compression de l'éventail indiciaire, ainsi que la réduction du nombre des échelons à l'intérieur de chaque catégorie.

Parmi ces revendications immédiates, il faut signaler:

1° la demande d'un acompte uniforme mensuel de 6.000 francs;
2° l'attribution d'une indemnité de logement uniforme;
3° la suppression des zones de salaires;
4° l'application de la semaine de 40 h. sans diminution de traitement;
5° le maintien de l'âge de la retraite à 55 ans;
6° le contrôle syndical sur le recrutement;
7° la suppression de l'Auxiliariat et l'octroi de crédits pour leur titularisation;
8° la révision du Statut de la Fonction Publique.

C'est sur un tel programme d'action que les petits Fonctionnaires, plus divisés encore que toutes les autres catégories de travailleurs, pourront se regrouper, et, sinon reconstituer leur unité syndicale, au moins organiser pour faire aboutir ces revendications des cartels d'action intercentrales. Comme le souligne le Préambule de ce Manifeste, le mouvement syndical des Fonctionnaires est dans une impasse: c'est le résultat de la collaboration de classe éhontée de Neumeyer et Pruja. Pour en sortir, il faut définir une orientation revendicative qui concilie les intérêts de toutes les catégories, c'est ce qu'a tenté de faire le Cartel.

A Brest la visite de Vincent Auriol a coûté plus que la construction d'un pont

LA population laborieuse de Brest a connu, pendant la guerre mondiale, les cruels effets d'un système économique contraint de rechercher périodiquement dans les conflits armés, une solution à ses contradictions internes.

La Ville est en ruines, les morts se sont chiffrés par milliers.

La destruction de Brest pendant la guerre et les péripéties de l'aventure en cours, que l'on appelle Reconstruction, constituent une seule et même expérience de l'absurdité et de la cruauté du système capitaliste.

LE BILAN

L'agglomération a été détruite à 70 % (Brest même à 100 %).

Le nombre des sinistrés se monte à 80.000 environ.

— « *C'est beaucoup pour l'honneur du Drapeau*, me disait un ménage de travailleurs du Bouguen. *Nous savons bien qu'il fallait tuer le Nazisme. Mais après tant de malheurs, nous revoyons la menace fasciste aussi arrogante que du temps d'Hitler. Tout semble remis en cause, la guerre se montre à l'horizon. Non, la guerre impérialiste ne résoud rien du tout, ce sont toujours les travailleurs dans tous les pays qui paient la casse.* »

Les habitants sont parqués aux alentours de la Ville dans des baraquements préfabriqués, humides et malsains, comme en témoigne cet instituteur à qui j'ai rendu visite:

« *Ma cabane est à la fois un frigidaire et un aquarium! Elle est en bois humide, encastrée dans du ciment fait de sable de mer. Pas d'aération sous le parquet, ni dans le toit, si bien que par temps sec, la condensation se produit et il pleut dans la maison. Par ailleurs, le vent s'engouffre sous le papier goudronné du toit, un vent presque toujours chargé de pluie... Tout cela est dû à la malfaçon, il faut bien que les entrepreneurs tirent profit des crédits qui leur sont alloués!* »

Les travailleurs sont condamnés à vivre encore de longues années dans ces baraques. C'est avec beaucoup d'amertume qu'ils ont appris que les appartements des I.S.A.I., grands immeubles de rapport, sont loués 10.000 francs la pièce (pour 5 pièces), sans chauffage central!

Aujourd'hui, après plus de quatre années de travail, 5 % environ des ruines sont relevées. Encore faut-il noter qu'en ce qui concerne la reconstruction, Brest se trouve privilégiée en regard de Lorient, Saint-Nazaire ou Nantes.

Les travaux d'office, c'est-à-dire la réparation des immeubles endommagés, ne sont pas encore terminés. En principe, il suffit au propriétaire de relever la maçonnerie pour que l'Etat subventionne la réfection totale de l'immeuble. Mais il paraît que les crédits font défaut.

Le remembrement est à peine amorcé par la mise en chantier des ponts « National » et de « l'Arteloire ». A la cadence que nous avons connue jusqu'ici, plusieurs dizaines d'années seront nécessaires à la réfection totale de la Ville.

— « *Quelle stupidité que ce régime*, me dit un ouvrier de l'Arsenal, *il y a tant à faire et plus de 30 milliards ont déjà été dépensés pour le « Jean-Bart », cuirassé de 35.000 tonnes* (dont les essais ont provoqué plus de 10 millions de casse), *et à l'Artillerie Navale on fabrique des prototypes de bombes radio-guidées! La venue à Brest de Vincent Auriol a coûté plus que ne l'aurait fait la construction d'un pont!* »

L'avis des sinistrés est unanime: Pour mener à bien le travail de Reconstruction, un changement radical de politique est nécessaire. Il s'agirait d'utiliser l'ensemble du Revenu National pour la satisfaction des besoins des producteurs. Au lieu de cela, 500 milliards sont affectés au budget de la guerre; un nombre incalculable de milliards sont attribués aux propriétaires des usines nationalisées. Des subventions sont accordées aux entreprises « déficitaires » après que les dividendes des actionnaires ont été distribués. Les profiteurs de guerre, en particulier les constructeurs du mur de l'Atlantique, continuent à faire des bénéfices sur le dos des ouvriers, et sont bien tranquilles pour leurs capitaux. Détruire et reconstruire, c'est une bonne affaire!

Bref, la politique menée a pour objet la remise en place des affaires du capitalisme, le maintien du « système profit », la poursuite des guerres coloniales, coûteuses pour le contribuable, fructueuses pour les marchands de canons et les planteurs de caoutchouc. Enfin, pourquoi reconstruire, puisqu'on prépare la Grande Prochaine?

C'est en réaction contre une telle politique que les jeunes Brestois répondirent à l'appel d'un Comité U.J.R.F.-A.J., qui organisait, le samedi 26 mars, une manifestation contre la poursuite de la guerre d'Indochine et la menace d'augmentation du service militaire qui plane sur la 49.

Soulignons la grande frousse de la bourgeoisie devant de telles manifestations de lutte.

Les jeunes prolos de Brest ont compris que la lutte pour la reconstruction et contre la guerre est une seule et même lutte contre le système capitaliste.

RABCOR.

Prochain article:
DIFFICULTES FINANCIERES DES ENTREPRISES. CHOMAGE ET CHANTAGE

RABCOR

Jeune travailleur, c'est à toi que nous adressons aujourd'hui notre appel. Où que tu sois, l'exploitation dont tu es victime est encore plus féroce que celle de tes aînés. Dans cette page, si tu nous y aides, nous créerons une rubrique du jeune sur le front ouvrier. Elle sera faite de ce que tu nous adresseras. Alors, sans tarder, prends ta plume ou ton crayon et fais-nous part de ce que veulent les jeunes travailleurs de ton âge. Ce sera un lien entre vous et cela permettra à vos aînés de vous aider.

Signe tes informations « Jeune Rabcor » et adresse-les-nous sans tarder.

CONTRE LE CHOMAGE
RETOUR AUX 40 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRES

Quatre ans après la fin de la boucherie impérialiste, le monde capitaliste subit une nouvelle crise. En France, de l'aveu même du « Monde », l'année 1948 a connu un nombre record de faillites. La mévente des produits agricoles atteint de grandes proportions dans l'Ouest et le Midi.

Avec le rapport actuel des salaires et des prix (rappelons que les salaires représentent 50 % de ce qu'ils représentaient en 1938), il est moins que jamais possible aux producteurs de consommer leur production. Aussi assiste-t-on à une surproduction dans un certain nombre de branches industrielles, le textile en particulier. Comme toujours, la bourgeoisie use de ses expédients habituels, d'importants établissements licencient totalité ou partie de leur personnel (Textile roubaisien, Laffly, Brouzavia, etc...). Et le chômage a fait son apparition.

Le programme d'importation du plan Marshall aggrave cette situation. Mais la bourgeoisie, par la voie de ses représentants les plus marquants (de Gaulle, Reynaud), continue à réclamer l'augmentation de la semaine de travail. Ce qui conduirait à exiger des semaines de plus de 48 heures aux ouvriers pourvus d'emplois et d'augmenter le nombre des chômeurs totaux ou partiels.

Mais on sait que la bourgeoisie a intérêt dans une certaine mesure à l'existence d'une armée industrielle de réserve, les chômeurs, ce qui lui permet d'agir sur les salaires par la concurrence de la main-d'œuvre. L'intérêt du prolétariat est de recréer et de conserver l'homogénéité de sa masse. Là, comme partout, les intérêts bourgeois et prolétariens sont irréductiblement opposés.

L'énorme ponction budgétaire créée par les crédits militaires (plus d'un milliard par jour) supprime évidemment toute possibilité d'absorption du chômage par la mise en route d'un plan effectif de reconstruction.

Un des objectifs les plus immédiats de la lutte pour « du travail à tous les travailleurs » est le retour aux 40 heures, assurant les salaires à partir du minimum vital à 24.000 francs et le réemploi des chômeurs dans les disponibilités laissées par la réduction du temps de travail.

Ces revendications, la bourgeoisie ne les accordera pas de son plein gré, elles lui seront arrachées par la classe ouvrière. Et celle-ci vaincra si elle prend ses intérêts en mains et se crée une direction de combat indépendante. Comme toute chose, la lutte contre le chômage passe par l'unité d'action de tous les travailleurs qui devront, pour la réaliser, écarter tout ce qui divise le prolétariat. C'est-à-dire combattre la multiplication des catégories et la différenciation des couches ouvrières que préconisent les dirigeants réformistes et staliniens.

CAMILLES.

Aux aciéries Thomas à Neuves-Maisons

Depuis plusieurs mois un mécontentement légitime existe parmi le personnel au sujet des primes. Ces dernières sont basées sur la production du poste ayant exécuté le tonnage le plus élevé. Mais la répartition de la fabrication sur trois postes au lieu de deux provoque une réduction très sensible des primes. C'est-à-dire que les salaires sont diminués et la production par 24 heures est maintenue si son augmentée.

A toutes les demandes du personnel, la direction répondait par une fin de non-recevoir. Dernièrement, un dimanche soir, les ouvriers refusèrent de mettre en route s'il n'y avait aucune amélioration. Ce n'est que sur la promesse du directeur de recevoir une délégation et d'examiner les revendications que les ouvriers acceptèrent de commencer la fabrication. Vous avez trouvé le point sensible, camarades de l'aciérie, l'argument qui pouvait amener la direction à discuter. Mais restez vigilants, il ne suffit pas que vos revendications soient examinées, il faut des satisfactions. Continuez dans la voie que vous avez engagée...

La conférence des jeunes employés de la C.G.T.

Le samedi 12 mars s'est tenue, au Centre Intersyndical du 14e arrondissement, une conférence des jeunes employés C.G.T. de la Région Parisienne (Assurances, banques, Sécurité Sociale).

Plusieurs camarades de l'Unité syndicale sont intervenus en définissant la position de la minorité révolutionnaire sur les problèmes de l'*unité d'action* à tous les échelons, de la lutte pour la Paix et les revendications.

Mais cette conférence a été un coup d'épée dans l'eau en ce sens qu'elle n'a été suivie d'aucune résolution concrète, et qu'elle n'a tracé aucune perspective de lutte efficace.

C'est la tâche de la minorité Unité Syndicale de regrouper les jeunes de toutes les organisations syndicales sur un programme précis de lutte de classe et de défense résolue des revendications.

Tous ses efforts tendront dans ce sens.

Correspondant Ouvrier.

L'assemblée des Travailleurs de la Bourse

Le mardi 15 se tenait Salle Cadet une Assemblée générale de tout le personnel, syndiqué ou non, réuni par la C. G. T. Après un exposé d'une heure du camarade de la C. G. T. (assez bon), le dirigeant F. O. répond, les employés protestent aux cris: « Les salaires ».

La parole est donnée à la base, un nombre considérable veut intervenir, toutes les interventions marquent une volonté de lutte et d'unité d'action. Les camarades interviennent sur la base qu'il faut la grève et demande une prime fixe.

J'intervins contre les disputes de patriotisme de centrale et pour la défense d'une prime fixe de 5.000 fr., je suis applaudi. Le dirigeant de la C. F. T. C. veut défendre la hiérarchie, il est hué.

RABCOR.

Le Congrès de la Paix ne prépare aucune action réelle contre la guerre

Les dessinateurs d'une usine d'armement de la région parisienne adhérents à la C.G.T., consultés au sujet de l'initiative de l'organisation d'un congrès des Partisans de la Paix, déclarent:

1° Que toute lutte pour la Paix sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère;

2° Que la prise de position du groupe d'initiative est purement verbale;

3° Qu'aucun moyen conséquent de lutte contre la guerre n'est envisagé;

4° Que la presque totalité des membres du groupe d'initiative est constituée par des intellectuels bourgeois et petits bourgeois dépourvus de toute possibilité d'action prolétarienne contre la guerre.

En conséquence:

Ils rejettent la participation de leur sous-section syndicale à un tel congrès;

Ils laissent cependant ceux de leurs membres qui le voudront libres de signer l'approbation du congrès;

Ils invitent leurs camarades des autres sous-sections à se joindre à eux et à lutter contre la guerre par le seul moyen efficace: la permanence de la lutte contre le capital, seul responsable de la guerre.

RABCOR.

La minorité de la C. G. T. lance un appel aux travailleurs de chez Chausson

La minorité révolutionnaire de la C.G.T. a lancé l'appel suivant à tous les travailleurs de chez Chausson:

Les cadences chaque jour augmentées transforment l'usine en véritable bagne. Pendant qu'augmentent les bénéfices patronaux, la misère reste le lot commun de tous les travailleurs.

C'est pourquoi les ouvriers de l'équipe de la M.J. à l'atelier H. ont décidé de cesser le travail après que le patron ait refusé de discuter leurs revendications, en particulier:
15 fr. d'augmentation de l'heure pour tous;
Réduction des cadences infernales.

Les revendications de la M.J. sont valables pour l'ensemble du personnel de l'usine.

Pour 15 fr. d'augmentation de l'heure pour tous et pour la réduction des cadences, tous les syndicats de l'usine doivent s'unir comme ils l'ont fait à la M.J., pour organiser la lutte et décider en commun de l'action à mener.

Mais d'abord, nous ne laisserons pas briser la lutte de la M.J.

Tous unis, C.G.T., F.O., C.F.T.C., C.A.S., inorganisés, nous nous opposerons à toute sanction contre nos camarades en cessant le travail immédiatement, si Chausson ose réaliser sa menace.

Chez Renault

Les contremaîtres au secours des chronométreurs

Dès à présent, on peut affirmer que la 4 CV est le centre de l'offensive patronale contre les temps chez Renault. Tous les jours, les chronos sont dans les chaînes. Après leur passage, les temps sont diminués de moitié et quelquefois plus. Mais les chronos ne sont pas seuls, l'autre soir un contremaître du 76-54 chronométrait un ouvrier sans l'avoir prévenu. Spontanément, les ouvriers obligèrent le contremaître à cesser ses méthodes pour le moins hypocrites. A l'exemple des ouvriers du 76-54, de telles actions doivent se généraliser, ce n'est que par l'unité d'action de tous les travailleurs que nous pourrons faire reculer l'offensive patronale.

RABCOR.

UN JUGEMENT SCANDALEUX

C'est celui du tribunal de Briey qui vient de condamner deux mineurs du bassin à deux ans de prison, ainsi que sept autres à des peines variant de plusieurs mois de prison. Il faut faire reporter le jugement par une vaste protestation ouvrière pour la libération de nos neuf camarades.

La conscience ouvrière est soulevée par tant de violence et d'arbitraire contre ceux-là, tandis que l'indulgence est réservée aux fascistes...

Métallos de Neuves-Maisons, à l'action pour faire annuler un tel jugement de classe...

Malgré la répression GRÈVE à Saïgon

Une vague de grève a lieu à Saïgon depuis un mois. La C. G. T. F. O. conduit la grève des Postiers et des Employés du Trésor.

D'un autre côté, les travailleurs de nombreuses entreprises ont fait grève également (B. G. I., SCAMA, FACI, MIC, BASTOS). Beaucoup d'arrestations ont eu lieu parmi les grévistes de ces entreprises.

La classe ouvrière reprend confiance en sa force et s'enhardit.

(Saïgon, 27 mars) *Un correspondant.*

Les Cadres de la C.G.C. sont de bons serviteurs

Les cadres du Crédit Lyonnais (C.G.C.) sont de fidèles serviteurs. Désireux d'obtenir une gratification de fin d'année, ils viennent d'adresser à leur cher et grand Directeur Général une lettre que nous regrettons de ne pouvoir publier entièrement. C'est un monument de platitude et de servilité.

Les cadres qui luttent dans les centrales ouvrières au côté des petites catégories ont une autre conception de la lutte anti-patronale. (Transmis par un Rabcor).

Monsieur le Directeur Général
du Crédit Lyonnais

Nous avons l'honneur d'attirer votre bienveillante attention sur la question des gratifications exceptionnelles.

Les gradés sont presque tous de très bons employés, sinon ils n'auraient pas été choisis pour le poste qu'ils occupent. Il est d'usage de leur attribuer en fin d'année une gratification sensiblement supérieure au treizième mois.

Personne, parmi les gradés des classes I à IV n'a ménagé sa peine au moment de l'emprunt. Peut-on admettre, dans ces conditions, qu'une gratification nettement inférieure à ce qu'ils pouvaient légitimement espérer, leur soit allouée?

Certes, vous connaissez trop, Monsieur le Directeur Général, l'esprit de dévouement et l'honneur professionnel des gradés de notre Maison, pour croire que de pareilles déceptions soient susceptibles d'influer sur leur manière de servir.

Mais au moment où l'Etat va se trouver obligé, pour les besoins de la Reconstruction, de faire de fréquents appels à l'épargne, il serait profondément pénible de voir, pour quelques économies sordides, s'émousser ce splendide instrument qui, sous votre haute autorité, n'a cessé d'occuper la première place parmi les grandes banques françaises.

Si nous nous sommes permis d'attirer votre attention sur ce problème, c'est avec l'espoir que vous accepteriez d'être notre interprète auprès du Conseil d'Administration et du Ministre des Finances.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre profond respect.

Les contrôleurs postiers du XIIIe pour le resserrement de l'éventail

Les contrôleurs postiers du 13e arrondissement ont adopté, en assemblée générale, une résolution dont nous extrayons les passages suivants, qui montrent comme ces camarades posent bien la question de la hiérarchie.

Les contrôleurs et contrôleurs principaux élèvent une protestation indignée contre le plan Biondi, lequel aggrave la déchéance de leur catégorie.

Se référant aux échelles de traitement en vigueur le 9 février 1927, date du dernier concours de dame-employée, ils réclament le rétablissement de cette hiérarchie suivant laquelle les traitements maxima des catégories types étaient de: 8.300 pour le facteur; 11.000 pour l'agent manipulant et la dame-employée; 13.000 pour l'actuel contrôleur; 15.000 pour l'actuel contrôleur principal.

Sur la base de ces traitements et compte tenu de l'indice 315 accordé aux dames employées, ils réclament les indices: 240 pour les facteurs; 315 pour les commis N.F. et A.F.; 372 pour l'actuel contrôleur; 430 pour l'actuel contrôleur principal. Ceci sans condition d'âge ni de diplôme.

Les contrôleurs et contrôleurs principaux se déclarent favorables après rétablissement de cette hiérarchie à un resserrement de l'éventail des traitements autour de l'indice moyen, cette opération devant se faire dans le respect des relativités internes.

Forts de leurs droits méconnus, les contrôleurs et contrôleurs principaux de Paris-XIIIe appellent à l'action leurs camarades des autres bureaux.